

Toutefois, les importations ne représentent qu'une fraction (5 à 15 p. 100) du marché américain. En somme, la prépondérance des États-Unis sur le marché leur permet d'exercer une énorme influence sur le contrôle des armements. Les changements structurels du marché (entre 1984 et 1988, baisse de 18 p. 100 des importations d'armes dans le monde) rendent la vie dure aux concurrents des États-Unis. Les Européens, y compris les Français, constatent qu'ils ne peuvent pas produire tous leurs armements et qu'ils devront bientôt importer plus des États-Unis.

Dans la dernière partie de son exposé, M^{me} Neuman a proposé des mesures pour réduire les ventes d'armes. D'abord, il faut répondre à la question : pourquoi contrôler les armements conventionnels ? Est-ce pour favoriser les équilibres régionaux ou la sécurité des États-Unis ? Deuxièmement, elle croit qu'il faudrait renseigner le public afin de réduire ses attentes quant au désarmement général et complet. Celui-ci est impossible, soutient la conférencière, et il faudrait que les gens nourrissent des attentes plus modestes et plus réalisables. Troisièmement, il faut penser à limiter qualitativement les exportations d'armes, plutôt que de songer à des restrictions générales. Quatrièmement, les producteurs devraient s'entendre pour définir ce qui constitue une technologie ou un système d'armes d'importance critique. Le gouvernement américain a établi des groupes de travail sur cette question. Au niveau international, l'ONU pourrait assumer un rôle dans cette entreprise. Les acheteurs d'armes devraient aussi participer à ces discussions ; ainsi, on s'assurerait de leur collaboration et l'on ferait échec aux tricheurs.

Cinquièmement, il faudrait exercer un meilleur contrôle bureaucratique interne (en particulier aux États-Unis) pour éviter que les actions des différents services du gouvernement intéressant les exportations stratégiques se contredisent. Sixièmement, on doit penser aux moyens de vérifier la limitation des transferts d'armes conventionnelles. Septièmement, il faut établir un régime de récompenses et de sanctions. La récente initiative du Japon consistant à lier l'aide étrangère au degré de militarisation est un pas dans la bonne direction. Huitièmement, il faut privilégier une approche régionale plutôt que globale, lorsqu'il s'agit de réglementer les exportations. Enfin, il faut favoriser la transparence dans le commerce des armements.